

Union européenne - Conseil
"affaires économiques et
financières" - Publications
électroniques: le Conseil adopte la
réforme autorisant des taux de TVA
réduits - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne
(Bruxelles, 06 novembre 2018)

Le 6 novembre 2018, le Conseil a adopté une directive permettant d'aligner les règles en matière de TVA pour les publications électroniques et les publications sur support physique. Désormais, les Etats membres pourront appliquer des taux de TVA réduits, très réduits ou nuls également aux publications électroniques.

L'adoption de la directive relative aux publications électroniques fait suite à l'accord politique auquel est parvenu le Conseil le 2 octobre. Elle offre la possibilité aux Etats membres de mettre en oeuvre des taux de TVA réduits dans leur droit national, s'ils le souhaitent.

Selon les règles actuelles en matière de TVA (directive 2006/112/CE), les services fournis par voie électronique sont taxés au taux normal de la TVA, c'est-à-dire 15 % au minimum, alors que les publications sur support physique peuvent bénéficier de taux différents.

En ce qui concerne ces publications sur support physique (livres, journaux et périodiques), les Etats membres peuvent actuellement appliquer un taux de TVA réduit, à savoir 5 % au minimum. Certains Etats membres ont été autorisés à appliquer des taux de TVA très réduits (inférieurs à 5 %), voire des taux dits "nuls" (avec droit à déduction de la TVA).

La directive permettra aux Etats membres qui le souhaitent d'appliquer également des taux de TVA réduits aux publications électroniques. Seuls les Etats membres qui appliquent actuellement des taux très réduits et des taux nuls aux publications sur support physique seront autorisés à les appliquer aux publications électroniques.

Les nouvelles règles s'appliqueront à titre temporaire, dans l'attente de l'introduction d'un nouveau système de TVA "définitif". La Commission a présenté des propositions pour ce nouveau système, qui offrirait aux Etats membres davantage de souplesse qu'actuellement pour la fixation des taux de TVA./.